

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1921.

Proposition de loi

sur la repression des outrages publics aux bonnes mœurs (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

Il y a peu de choses à ajouter au rapport d'une si haute portée morale et sociale présenté, en 1913, par l'honorable M. Woeste sur la proposition présentée de nouveau aujourd'hui aux délibérations de la Chambre.

Est-il nécessaire de souligner combien les leçons de la guerre ont confirmé cette loi éternelle de l'histoire qui est à la base de la législation proposée : un peuple n'est fort contre les dangers extérieurs et capable d'obtenir son plein développement économique qu'en proportion du capital humain dont il dispose, c'est-à-dire de sa richesse en bras, en intelligences, en dévouements désintéressés.

Aussi avant de travailler à la conservation et à l'amélioration du pays, tout gouvernant et tout législateur, a-t-il pour devoir primordial, d'assurer l'existence même du peuple.

Or, on peut dire, à bon droit, qu'un peuple atteint du fléau de la dépopulation « roule inconsciemment vers le néant ». (3)

Une fois commencé, le glissement à l'abîme s'accélère avec une déconcertante rapidité.

Ce fléau sévissait et s'aggravait en Belgique avant la guerre. Il a repris de façon tout aussi inquiétante et funeste depuis.

Il est dû surtout et avant tout à la publicité et à la propagande en faveur

(1) Proposition de loi, n° 62 de la session de 1919-1920.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Carlier, Ramaekers, Pirard, Brifaut, Woeste, Van Caenegem.

(3) Dr Jacques BERTILLON. *La dépopulation de la France*, un volume in-8°. Paris, Alcan, éditeur, 1911 (p. 1).

des moyens anticonceptionnels et abortifs, poursuivies sans relâche et sans entraves, dans toutes les classes de la société et tarissant peu à peu la fécondité qui fut jusqu'à ces toutes dernières années, une des caractéristiques de notre race.

Aussi des protestations nombreuses et énergiques se sont-elles élevées, véritables cris d'alarme, demandant aux pouvoirs publics d'édicter « des sanctions sévères contre tous ceux qui offrent en vente sans prescription médicale, par exposition ou réclame, des moyens anticonceptionnels ou abortifs ». C'est le vœu qu'exprimait à l'unanimité, le 21 mars 1920, l'assemblée générale de la Fédération des Unions et des Oeuvres pharmaceutiques belges, après avoir protesté contre ceux, « qui ne rougissent pas de suggérer aux consciences faibles l'emploi de ces moyens, auxquels celles-ci ne songeraient guère sans l'habile camouflage de réclames honteuses ».

Cet appel doit être entendu. Il est impossible que ces cris d'alarme n'éveillent pas d'écho dans notre législation.

La proposition, qui ne fait que reprendre le projet déposé en 1915, remédiera à cette situation dans une très large mesure. Le pouvoir judiciaire aura désormais le moyen de réprimer une propagande criminelle qui s'étale avec un cynisme accru de jour en jour.

La guerre a infligé à la population de certains pays des pertes effroyables. Comment ne pas souligner, en passant, que le mal qui nous occupe est bien plus meurtrier encore? Les statistiques prouvent que les différences ainsi créées entre nations prolifiques — l'Allemagne — et d'autres qui ont cessé de l'être, équivalent journallement aux pertes d'une grande bataille.

Une étude sur la natalité belge comparée d'autrefois et d'aujourd'hui, donne à cet égard des chiffres désolants surtout pour nos provinces wallonnes, et c'est à bon droit qu'étudiant ce problème, un auteur récent lui a donné ce titre douloureux et angoissant : « La Wallonie qui meurt ».

La proposition a rencontré dans les sections quelques oppositions de principe, mais très peu d'arguments hostiles.

Il est vrai que le rapporteur de 1915 avait réfuté les deux objections sérieuses déjà exprimées à cette époque, en montrant que la loi ne pourrait jamais ni contrarier les travaux scientifiques, ni nuire aux prescriptions médicales.

Il n'y a pas davantage lieu de redouter que, dans un zèle irréfléchi, nos tribunaux procèdent à des poursuites injustes et arbitraires comme d'aucuns le redoutent. Le danger de semblables abus n'existe pas plus en cette matière que dans les autres visées par nos lois pénales. Le bon sens et la liberté de critique de notre peuple nous en sont garants.

Le Section centrale a cependant jugé bon, d'accord avec M. le Ministre de la Justice, de soumettre à la Chambre deux modifications qui semblent s'imposer.

D'une part pour la clarté de l'ensemble de la loi, il conviendrait de placer en 2^e paragraphe le paragraphe final de l'article 1^{er} et de substituer aux mots *visés au paragraphe 1^{er} du présent article* les mots : *contraires aux bonnes mœurs*.

D'autre part, certains membres ayant trouvé que l'interdiction prévue à

la partie finale de l'article 1^{er} § 1, était trop radiéale, la Section centrale a décidé de remplacer ce texte par un autre qui formerait le § 3 de l'article 1^{er} de la loi.

« Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente. »

C'est à l'unanimité que, sous réserve de ces modifications, la Section centrale a décidé d'inviter la Chambre à voter la proposition de loi qui lui est soumise.

Il est bon de signaler en terminant, que cette loi qu'il est si inopportun de faire entrer dans notre législation est beaucoup moins sévère à bien des égards que la loi de 31 juillet 1920 votée par le Parlement français en particulière urgence et presque sans discussion pour mettre fin à ce que le rapporteur au Sénat français qualifiait : « un véritable danger national ».

Le Rapporteur,

J. BRIFAUT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE.

LOI FRANÇAISE DU 31 JUILLET 1920.

*Loi réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande
anticonceptionnelle.*

ART. 1^{er} PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs (100 frs.) à trois mille francs (3,000 frs.) quiconque,

Soit par des discours proférés dans les lieux ou réunions publiques ;

Soit par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ;

Soit, par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux ;

Aura provoqué au crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet.

ART. 2. — Sera puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis en vente, ou fait vendre, distribué, ou fait distribuer, de quelque manière que ce soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime de l'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté et alors même

que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité inaptes à le réaliser.

ART. 3. — Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de cent francs (100 frs.) à cinq mille francs (5,000 frs.) quiconque dans un but de propagande anticonceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore faciliter l'usage de ces procédés.

Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 23 juillet 1881, se serait livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité.

ART. 4. — Seront punies des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XXI, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les étiquettes, les annonces ou tout autre moyen jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

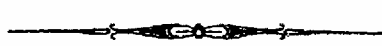
ART. 5. — Lorsque l'avortement aura été consommé à la suite des manœuvres, ou des pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs des dites manœuvres ou pratiques.

ART. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits ci-dessus spécifiés.

ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies, dans des conditions qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1920.

Signé : P. DESCHANEL.



Texte proposé par la Section Centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

« Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images *contraires aux bonnes mœurs* ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets *contraires aux bonnes mœurs*, les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité ;

» Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des écrits imprimés ou non, qui divulguent des moyens quelconques, soit de faire avorter une femme, soit d'empêcher la conception, en préconisent l'emploi ou fournissent des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir, ou aura, en vue du

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Hij die, met het oog op handel of verspreiding, liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, *die met de goede zeden strijdig zijn*, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Hij die afbeeldingen of voorwerpen, die met de goede zeden strijdig zijn, uitstalt, verkoopt of verspreidt ; ze met het oog op handel of verspreiding, vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

Hij die voorwerpen, bestemd om zwangerschap te voorkomen, uitstalt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen ;

» Hij die al dan niet gedrukte geschriften uitstalt, verkoopt of verspreidt, waarin eenig middel hetzij tot verstoring, hetzij tot voorkoming van zwangerschap wordt bekendgemaakt, zijn gebruik wordt aangeprezen of inlichtingen worden verstrekt omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt,

commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité semblables écrits;

» Quiconque, par des discours, lectures ou récitations faits dans des lieux ou réunions publics visés au paragraphe 2 de l'article 444, aura divulgué ces moyens, en aura préconisé l'emploi ou aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir;

» Quiconque, par des ayis, annonces, prospectus ou correspondances publiques, aura facilité ou favorisé la prostitution ou la débauche. »

ART. 2.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante:

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image ou de l'objet sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs. »

ART. 3.

Tout Belge qui, hors le cas prévu à l'article 7 de la loi du 17 avril 1878, aura commis hors du territoire du royaume un des délits prévus par les articles 383 et 384 du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où le délit a été commis.

ofwel, met het oog op handel of verspreiding, zoodanige geschriften vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

» Hij die, door redevoeringen, voorlezingen of voordrachten, gehouden in openbare plaatsen of vergaderingen bij het tweede lid van artikel 444 bedoeld, deze middelen bekendmaakt, hun gebruik aanprijst of inlichtingen verstrekt omtrent de wijze waarop zij worden verkregen of gebruikt;

» Hij die door berichten, aankondigingen, prospectussen of openbare briefwisseling, prostitutie of ontucht bevordert of begunstigt. »

ART. 2.

Artikel 384 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen:

« In het bij voorgaand artikel voorziene geval, wordt de vervaardiger van het schrift, het beeld, de prent of het voorwerp gestraft met gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en geldboete van vijftig frank tot duizend frank. »

ART. 3.

De Belg die; behalve het bij artikel 7 der wet van 17 April 1878 voorziene geval, een der bij de artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek voorziene misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk heeft gepleegd, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar vervolgd worden op de aanklacht van den beledigden vreemdeling of van dezes familie, ofwel op eene officieele mededeeling, door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd, aan de Belgische overheid gedaan.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JULI 1921.

Wetsvoorstel

op de beteugeling van de openbare aanranding der zeden (1),

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Aan het verslag met zulke hooge zedelijke en sociale strekking, in 1913 door den heer Woeste ingediend over het thans weer bij de Kamer ahangig wetsvoorstel, is weinig bij te voegen.

Moet er bijzonder op gewezen worden, hoezeer de lessen van den oorlog deze eeuwige wet der geschiedenis hebben bevestigd, welke aan het voorgestelde ontwerp ten grondslag ligt, namelijk dat een volk slechts sterk staat tegenover de gevaren van buiten en slechts zijn volledige economische ontwikkeling kan bekomen in verhouding tot het menschenkapitaal waarover het beschikt, met andere woorden tot zijn aantal werkzame, verstandige en toegewijde mannen?

Ook heeft ieder Regteringsman en ieder wetgever voor allereersten plicht, het bestaan zelf van het volk te verzekeren, alvorens het behoud en de verbetering van het land te verzekeren.

Welnu, terecht mag gezegd worden dat een volk, dat door den geesel der ontvolking is getroffen, « onbewust naar den afgrond glijdt » (3).

Is zij eenmaal begonnen, dan neemt deze afglijding naar den afgrond met ongemeene snelheid toe.

Vóór den oorlog woekerde en tierde deze plaag in België. Sedertdien woelt zij opnieuw op eene onrustwekkende en schadelijke wijze.

Zij is vooral en in de eerste plaats het gevolg van de ruchtbaarmaking van en de propagande voor de middelen tot het voorkomen van zwanger-

(1) Wetsvoorstel, n^o 62 van 1919-1920.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Carlier, Ramaekers, Pirard, Brifaut, Woeste, Van Caenegem.

(3) D^r Jacques BERTILLON, *La dépopulation de la France*, Paris, Alcan, 1911 (bl. 4).

schap en tot vruchtafdrijving, die onophoudend en onverhinderd in al de klassen der samenleving worden voortgezet en langzamerhand de bronnen der vruchtbaarheid stremmen, welke, tot in deze jongste jaren, een der kenmerken was van ons ras.

Ook werd er, van allerlei zijden, krachtig protest aangeteekend — het geleek even zoovele alarmkreten — bij de openbare overheden: zij werden verzocht « strenge maatregelen te treffen tegen alwie, zonder geneeskundig voorschrift, door uitstalling of reclame, middelen tot het voorkomen van zwangerschap en tot vruchtafdrijving te koop stelt. » Deze wensch werd, op 21 Maart 1920, eenparig uitgedrukt op de algemeene vergadering van den Bond der Vereenigingen en Werken van de Belgische Apothekers, na verzet te hebben aangeteekend tegen hen, « die zich niet schamen, aan de zwakke zielen het gebruik dezer middelen aan te prijzen, waar deze geenszins zouden aan denken zonder de sluwe verkapping van schaamteloze reclames ».

Aan dezen oproep moet gevolg gegeven worden. Die alarmkreten kunnen niet nalaten, in onze Wetgevende Kamers weergalm te vinden.

Het voorstel, dat slechts de herhaling is van het in 1913 ingediende, zal dezen toestand ruimschoots verbeteren. Voortaan zal de rechterlijke macht beschikken over het middel tot beteugeling van eene misdadige propagande, welke met een steeds grooter wordend cynisme openlijk gevoerd wordt.

De oorlog heeft aan de bevolking van sommige landen vreeselijke verliezen berokkend. Hoe zou het mogelijk zijn, terloops niet te doen aanmerken dat het kwaad, waarmede wij ons bezighouden, nog veel meer doodend is? Uit de statistieken blijkt dat de verschillen, aldus ontstaan tusschen kinderrijke landen — Duitschland, b. v. — en andere, welke opgehouden hebben het te zijn, elken dag gelijkstaan met het verlies van een grooten veldslag.

Eene studie over het hedendaagsch geboortecijfer in België, vergeleken met dit in vorige jaren, levert dienaangaande bedroevende cijfers op, vooral voor onze Waalsche provinciën, en een schrijver, die dit vraagstuk onderzocht, kon onlangs terecht daaraan den titel geven: « La Wallonie qui meurt ».

Tegen het voorstel werden in de Afdelingen enkel principieele bezwaren, doch zeer weinig vijandelijke beweegredenen aangevoerd.

Het is waar, de verslaggever van 1913 had de twee ernstige opmerkingen, die toen de ronde deden, weerlegd door aan te toonen dat de wet nooit de wetenschappelijke werken zou kunnen dwarsboomen, noch de geneeskundige voorschriften schaden.

Evenmin kan men vreezen dat, in een onbezonnen ijver, onze rechtbanken onrechtmatige en willekeurige vervolgingen instellen, zooals sommigen dit schijnen te duchten. Het gevaar van dergelijke misbruiken bestaat in deze zaak niet meer dan in de andere, welke door onze strafwetten worden bedoeld. De gezonde zin en de vrije critiek van ons volk strekken ons tot waarborg daarvan.

De Middenafdeeling achtte het nochtans geraden — zij was het hierover eens met den Minister van Justitie —, twee wijzigingen, die volstrekt noodig voorkomen, aan de Kamer voor te stellen.

Eenerzijds ware het, duidelijkheidshalve, wenschelijk de slotparagraaf van artikel 1 op te nemen als paragraaf 2 en de woorden : « bedoeld bij § 1 van dit artikel » te vervangen door de woorden : « die met de goede zeden strijdig zijn ».

Anderzijds, daar sommige leden van meening waren dat de verbodsbepaling, vervat in het slotgedeelte van artikel 1, § 1, te radicaal was, werd door de Middenafdeeling beslist, dien tekst te vervangen door een anderen tekst, die § 2 van artikel 1 zou uitmaken :

« Hij die voorwerpen, bestemd om zwangerschap te voorkomen, uitstalt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen. »

Mits deze wijzigingen besliste de Middenafdeeling de Kamer te verzoeken, het haar voorgelegd wetsvoorstel aan te nemen.

Het is niet zonder nut te doen aanmerken dat deze wet, welke het zoo gepast is in de rij onzer wetten op te nemen, in vele opzichten veel minder streng is dan de wet van 31 Juli 1920, door het Fransche Parlement bij hoogdringendheid en bijna zonder debat aangenomen om een eind te stellen aan wat de verslaggever in den Franschen Senaat noemde : « een oprecht nationaal gevaar ».

De Verslaggever,

A. BRIFAUT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

FRANSCHÉ WÉT VAN 31 JULI 1920.

Wet tot beteugeling der aanzetting tot vruchtafdrijving en der propagande tot het voorkomen van zwangerschap.

EERSTE ARTIEEL. — Met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaren en met eene geldboete van honderd frank (100 frank) tot drie duizend frank (3,000 frank) wordt gestraft alwie,

Hetzij door redevoeringen uitgesproken in openbare plaatsen of vergaderingen;

Hetzij door den verkoop, de tekoopstelling of de aanbieding, zelfs niet in 't openbaar, of door het uitstellen, het aanplakken of het verspreiden op den openbaren weg of in de openbare plaatsen, of door het ronddeelen aan huis, het bestellen onder kruisband of onder gesloten of niet gesloten omslag aan de posterij, of aan een verspreidings- of vervoeragent van boeken, geschriften, drukwerken, aankondigingen, plakbrieven, teekeningen, prenten en afbeeldingen;

Hetzij door de openbaarmaking van geneesinrichtingen of zoogenaamde geneesinrichtingen;

Tot de misdaad van vruchtafdrijving aanzet, zelfs wanneer dit aanzetten zonder gevolg is gebleven.

ART. 2. — Met dezelfde straffen wordt gestraft alwie middelen, zelfstandigheden, instrumenten of voorwerpen van welken aard ook verkoopt, te koop stelt of doet verkoopen, verspreidt, of doet verspreiden, op welke wijze ook, wetende dat zij bestemd zijn om de misdaad der vruchtafdrijving te bedrijven, zelfs wanneer die vruchtafdrijving noch voltrokken noch begonnen werd en zelfs wanneer die middelen, zelfstandigheden, instrumenten of voorwerpen van welken aard ook, als doelmatige middelen tot vruchtafdrijving voorgesteld, eigenlijk ongeschikt zijn om ze te voltrekken.

ART. 3. — Met eene gevangenisstraf van eene maand tot zes maanden en met eene geldboete van honderd frank (100 fr.) tot vijf duizend frank (5,000 fr.) wordt gestraft alwie, met het doel propagande te maken tot het voorkomen van zwangerschap, door een der in de artikelen 1 en 2 vermelde middelen beschrijft of openbaar maakt op welke wijzen men de zwangerschap kan voorkomen, of aanbiedt die wijzen bekend te maken ofwel het toepassen van die wijzen te vergemakkelijken.

Dezelfde straffen zijn van toepassing op alwie, door een der middelen vermeld in artikel 23 der wet van 23 Juli 1881, propagaande maakt om de zwangerschap te bestrijden of het geboortecijfer te verminderen.

ART. 4. — De overtredingen van de artikelen 32 en 36 der wet van 21 Germinal jaar XI worden met dezelfde straffen gestraft, wanneer de geheime middelen worden aangewezen door etiketten, aankondigingen of elk ander middel met specifieke eigenschappen tot voorkoming van zwangerschap, wanneer de vermelding dier eigenschappen bedrieglijk zijn zou.

ART. 5. — Werd de vruchtafdrijving voltrokken ten gevolge van de bewerkingen of de handelingen voorzien bij artikel 2, dan zijn de bepalingen van artikel 317 van het Strafwetboek van toepassing op hen, die zich aan die bewerkingen af handelingen schuldig maken.

ART. 6. — Artikel 463 van het Strafwetboek is van toepassing op de hierboven omschreven wanbedrijven.

ART. 7. — Deze wet is van toepassing op Algerië en de Koloniën onder voorwaarden, die door reglementen van openbaar bestuur zullen bepaald worden.

Gedaan te Rambouillet, den 31^e Juli 1920.

P. DESCHANEL.

Texte proposé par la Section Centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

« Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images *contraires aux bonnes mœurs*;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets *contraires aux bonnes mœurs*, les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité;

» *Quiconque aura exposé ou distribué des objets destinés à empêcher la conception ou aura fait de la réclame pour en favoriser la vente*;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des écrits imprimés ou non, qui divulguent des moyens quelconques, soit de faire avorter une femme, soit d'empêcher la conception, en préconisent l'emploi ou fournissent des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir, ou aura, en vue du

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Hij die, met het oog op handel of verspreiding, liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, *die met de goede zeden strijdig zijn*, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

» Hij die afbeeldingen of voorwerpen, die met de goede zeden strijdig zijn, uitstalt, verkoopt of verspreidt; ze, met het oog op handel of verspreiding, vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

Hij die voorwerpen, bestemd om zwangerschap te voorkomen, uitstalt of verspreidt ofwel reclame maakt om den verkoop daarvan te bevorderen;

» Hij die al dan niet gedrukte geschriften uitstalt, verkoopt of verspreidt, waarin eenig middel hetzij tot verstoring, hetzij tot voorkoming van zwangerschap wordt bekendgemaakt, zijn gebruik wordt aangeprezen of inlichtingen worden verstrekt omtrent de wijze, waarop het wordt verkregen of gebruikt,

commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité semblables écrits;

» Quiconque, par des discours, lectures ou récitations faits dans des lieux ou réunions publics visés au paragraphe 2 de l'article 444, aura divulgué ces moyens, en aura préconisé l'emploi ou aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir;

» Quiconque, par des avis, annonces, prospectus ou correspondances publiques, aura facilité ou favorisé la prostitution ou la débauche. »

ART. 2.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante:

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image ou de l'objet sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs. »

ART. 3.

Tout Belge qui, hors le cas prévu à l'article 7 de la loi du 17 avril 1878, aura commis hors du territoire du royaume un des délits prévus par les articles 383 et 384 du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où le délit a été commis.

ofwel, met het oog op handel of verspreiding, zoodanige geschriften vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt;

» Hij die, door redevoeringen, voorlezingen of voordrachten, gehouden in openbare plaatsen of vergaderingen bij het tweede lid van artikel 444 bedoeld, deze middelen bekendmaakt, hun gebruik aanprijst of inlichtingen verstrekt omtrent de wijze waarop zij worden verkregen of gebruikt;

» Hij die door berichten, aankondigingen, prospectussen of openbare briefwisseling, prostitutie of ontucht bevordert of begunstigt. »

ART. 2.

Artikel 384 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen:

« In het bij voorgaand artikel voorziene geval, wordt de vervaardiger van het schrift, het beeld, de prent of het voorwerp gestraft met gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en geldhoete van vijftig frank tot duizend frank. »

ART. 3.

De Belg die, behalve het bij artikel 7 der wet van 17 April 1878 voorziene geval, een der bij de artikelen 383 en 384 van het Strafwetboek voorziene misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk heeft gepleegd, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar vervolgd worden op de aanklacht van den beleedigden vreemdeling of van dezes familie, ofwel op eene officieele mededeeling, door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd, aan de Belgische overheid gedaan.